Ajournement

leur tombe pour l'admirer, Milton, Dante et quelques autres auteurs.

Quoi qu'il en soit, je m'inquiète surtout du sort de ceux qui travaillent à l'étranger pour le Canada, que ce soit dans les forces armées, les affaires extérieures, l'industrie et le commerce, la main-d'œuvre et l'immigration ou tout autre organisme et qui sont touchés par la dégringolade du dollar canadien. Je pense surtout aux Canadiens en poste à Washington où la baisse de notre dollar par rapport au dollar américain a créé des problèmes. Certains m'ont écrit à ce sujet. Quand le secrétaire parlementaire me répondra j'espère qu'il ne parlera pas seulement du problème général, mais précisément du sort des gens en poste à Washington qui sont victimes des derniers événements.

M. Maurice Dupras (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'essaierai d'expliquer en quelques mots la politique du gouvernement au sujet de ces problèmes.

Vu que le coût des biens et services varie entre Ottawa et les pays étrangers où travaillent des fonctionnaires canadiens on ajuste une partie du revenu de l'employé pendant son séjour à l'étranger afin de lui donner un pouvoir d'achat comparable à celui qu'il aurait à Ottawa. Cet ajustement assure une protection à l'employé dans les pays où la vie est plus chère qu'à Ottawa sans lui permettre de trop profiter de la situation dans les pays où le coût de la vie est moins élevé que chez nous. Cette différence du coût de la vie entre les divers postes à l'étranger et Ottawa est calculée et chiffrée par Statistique Canada et cela s'appelle «l'index des postes». Cet indice représente le rapport entre le prix au détail d'un échantillon de biens et de services au consommateur à un endroit donné à l'étranger et le prix d'un échantillon semblable de biens et de services à Ottawa.

● (1817)

L'indice du poste tient compte des rapports de prix pour certaines catégories de dépenses du consommateur, comme les aliments consommés au foyer, les repas pris au restaurant, les articles ménagers et l'entretien du foyer, les communications, les transports, les soins de santé, les soins personnels et les vêtements, et porte sur environ 225 articles dont on peut établir le prix. Le prix du logement, des combustibles et des services publics, de même que les frais de scolarité ne sont pas compris dans la comparaison parce qu'il existe des dispositions distinctes pour le remboursement de ces frais à l'étranger s'ils dépassent les prix au Canada. Étant donné que les fonctionnaires canadiens paient l'impôt sur le revenu au plein taux canadien, quel que soit l'endroit où ils sont affectés, on ne tient pas compte des différences d'impôt sur le revenu.

L'indice du poste fait partie d'un système d'émoluments et de modalités d'emploi à l'étranger appelé «Directives du service étranger». Statistique Canada est chargée de rajuster l'indice du poste par les divers services à l'étranger et associations de personnel qui travaillent sous les auspices du Conseil national mixte.

On établit l'indice du poste en faisant un relevé complet des prix au détail et du coût de la vie à l'endroit en cause à l'étranger. Ces relevés se font régulièrement au moins tous les 30 mois et souvent plus fréquemment s'il y a des changements soudains et si le poste en cause demande une révision. En outre, des représentants de Statistique Canada visitent le lieu

du poste pour juger de la situation des prix et de l'offre sur le marché. Entre temps, on examine mensuellement l'indice du poste pour évaluer sa validité en fonction des changements des taux du change mensuel moyen, des fluctuations des prix à Ottawa et de renseignements sur les prix pratiqués dans la région du poste qu'on obtient du plus grand nombre de sources possibles. A partir de janvier jusqu'à la fin d'octobre de cette année, on a recommandé 223 redressements des indices, soit 191 augmentations et 32 réductions. A la fin d'octobre, 48 indices de poste ont été majorés, en grande partie à cause de la dévaluation du dollar canadien.

L'indice du poste relatif à Washington est passé de 105 à 110 en avril 1977. Étant donné que le niveau des prix à Ottawa est toujours établi à 100, cela veut dire qu'on évalue actuellement les prix à Washington à 10 p. 100 au-dessus des prix à Ottawa. Même si l'on a surveillé attentivement l'indice de Washington en octobre, la différence comparative avec les prix à Ottawa ne justifiait pas qu'on porte l'indice à 115 parce que la dévaluation du dollar canadien a été compensée en partie par un taux d'inflation moins élevé aux États-Unis. En novembre, Statistique Canada continuera à surveiller de près l'indice de Washington, de même que tous les autres indices de poste et elle recommandera des changements s'il y a lieu.

Voilà comment on peut contrôler, examiner, surveiller et résoudre ces problèmes.

LES FINANCES—LE TAUX DE CHÔMAGE PRÉVU POUR L'AN PROCHAIN

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, le débat de ce soir découle d'une question que j'ai posée au ministre des Finances (M. Chrétien) le 7 novembre dernier, et qui me paraissait alors pourtant fort simple. Je lui ai demandé de dire à la Chambre quel taux de chômage il prévoit pour le Canada au cours de l'année prochaine. Je regrette que le ministre ne soit pas ici ce soir pour se joindre à ce débat, car je pense que l'une des carences les plus sérieuses du gouvernement, c'est précisément sa tendance à ne pas vouloir révéler ce qu'il projette pour notre pays, non seulement en ce qui concerne le chômage, mais également dans bien d'autres domaines.

L'OCDE a presque insisté pour que les États membres commencent à établir des quotas qui ne devraient pas d'ailleurs porter seulement sur l'année prochaine. L'OCDE désire que les États membres établissent clairement leurs objectifs en matière de chômage et dans d'autres domaines connexes pour l'année prochaine, dans trois ans et dans cinq ans. Le gouvernement a constamment refusé de le faire. Il est particulièrement regrettable qu'il ne veuille pas définir ses objectifs. Il s'efforce systématiquement de masquer les problèmes.

Chaque fois que l'on évoque certains aspects négatifs de l'activité économique du Canada, le gouvernement s'empresse de déclarer que cela découle de tel ou tel autre facteur auquel il ne peut rien. Les députés se souviendront certainement qu'à une certaine époque, le gouvernement avait pour excuse favorite d'invoquer les conditions climatiques. Une autre fois, si je me souviens bien, il s'agissait de la mauvaise récolte d'anchois au large des côtes de l'Amérique du Sud. Une autre fois encore, le gouvernement a prétendu que c'était la faute de l'embargo pétrolier et que les pays de l'OPEP étaient la cause de nos maux, oubliant complètement que nous étions alors un pays autosuffisant en matière d'énergie.